

Progrès social

Droits humains

Réconciliation

Acteurs de confession religieuse

Pratiquants de la nonviolence

Leaders autochtones

Gardiens de l'environnement

Diálogo

PLAIDOYER

Nonviolence

Protecteurs des droits des minorités

Minorités

Construction de la paix

Politique

Lobbyistes pour la paix

Désarmement



GUIDE DE PLAIDOYER

Un outil pour influencer les opinions et les décisions contribuant à la paix et aux droits humains

Pax Christi International

Rue du Progrès 323

1030 Bruxelles, Belgique

Téléphone : (+32) 2 502 55 50

Fax : (+32) 2 502 46 26

hello@paxchristi.net

www.paxchristi.net

Suivez-Nous!

Blog "Histoires de paix" : <https://paxchristipeacestories.com/>

Facebook : www.facebook.com/paxchristi.net/

Twitter : <https://twitter.com/PaxChristi>

Flickr : https://www.flickr.com/photos/paxchristi_int/

YouTube : <https://www.youtube.com/user/PaxChristiINTL/videos>

Ou inscrivez-vous pour recevoir notre newsletter ou d'autres mises à jour par e-mail :

<http://www.paxchristi.net/get-involved/sign-emails>

Guide de Plaidoyer

Publication: Janvier 2019

Contenu : Alice Kooij Martinez

Révision : John Zokovitch

Mise en page : Beth Kenyon et Vittoria Valentina Di Gennaro

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos de notre Secrétaire générale.	4
Introduction	5
Vers une compréhension du plaidoyer et de son importance	6
Sens du plaidoyer	6
Le travail de plaidoyer mené par notre mouvement pour la paix	9
Exemples d'activités de plaidoyer menées par notre réseau pour la paix	11
Penser « stratégie » pour un plaidoyer efficace	16
Rendre votre plaidoyer stratégique	16
Être stratégique tout en étant flexible	16
8 étapes pour construire un plan de plaidoyer	18
Annexe 1: Comment faire une déclaration de plaidoyer	21
Annexe 2: Comment construire une campagne sur les réseaux sociaux	22
Annexe 3: Comment préparer une réunion de lobbying	24

La Secrétaire Générale

Greet Vanaerschot,
Secrétaire Générale,
Pax Christi International



Chers membres et partenaires,

À l'échelle mondiale, nous assistons aux conséquences destructrices des conflits violents et de la guerre sur les populations et la planète - en particulier en ce qui concerne les populations et les zones les plus vulnérables - alors que notre espace d'engagement citoyen est souvent réduit. Dans ce contexte, notre travail en faveur de la paix, de la promotion et du respect des droits humains ainsi que nos actions pour faire entendre les voix de la société civile, sont plus importants et opportuns que jamais.

Notre résilience, nos réalisations et notre soutien au niveau mondial nous donnent la force de lutter pour un monde plus juste et plus pacifique. Nous partageons le principe de non-violence - une approche puissante et juste du changement dans la lignée d'une longue tradition catholique - sur lequel reposent nos activités. Parmi celles-ci, nos plaidoyers visant à informer le public sur les injustices et nos actions de lobbying pour que les acteurs influents - tels que les gouvernements, les organisations régionales et internationales, les groupes armés, les entreprises et l'Église catholique - modifient leurs politiques.

Avec nos partenaires, nous saisissons les occasions d'influencer les politiques en faveur des droits humains et de la paix. À travers ce guide, le Secrétariat International souhaite contribuer au travail de transmission de notre mouvement pour la paix et de celui de nos partenaires. Le travail courageux et l'engagement indéfectible de tous en faveur des droits humains et de la paix tels qu'on peut le voir au travers d'exemples mentionnés dans ce fascicule, nous donnent de l'espoir et montrent que le plaidoyer peut apporter des changements.

Je vous souhaite une bonne lecture et espère que ce guide pourra vous être utile dans votre travail qui est capital!

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Greet Vanaerschot', with a stylized flourish at the end.

Greet Vanaerschot

Introduction

“Une foi authentique implique toujours un profond désir de changer le monde, de transmettre des valeurs, de laisser quelque chose de meilleur après notre passage sur la terre.”

Le Pape François,
La joie de l’Evangile (Evangelii Gaudium), 183

Tant au niveau local qu’aux niveaux national et international, notre mouvement pour la paix a été impliqué dans de nombreuses actions telles que des campagnes de jeûne, des manifestations, des entretiens avec les médias, des débats et des réunions avec des responsables de l’Église. Dans le cadre de notre sphère d’activité, nous collaborons avec des membres de la société civile, des acteurs confessionnels, des leaders communautaires et d’autres partenaires dans le but de faire entendre notre voix.

Ce guide rassemble des années d’expérience de membres et de partenaires de notre réseau à travers le monde. Il est destiné à tous, novice ou expérimenté dans ce travail. Il présente d’abord la notion de plaidoyer pour, ensuite, partager des

exemples d’activités efficaces menées par notre réseau, des étapes sur la manière de définir des stratégies et des outils pour mener à bien nos actions.

Nous souhaitons souligner que la meilleure façon de plaider notre cause dépendra du contexte spécifique dans lequel elle s’inscrit. Dans certaines régions du monde, vouloir exercer une influence sur la politique peut être dangereux et les stratégies doivent être soigneusement réfléchies et planifiées. En outre, il est important de toujours se demander si le discours est le bon moyen pour amener le changement nécessaire ou si d’autres actions doivent être privilégiées ou être complémentaires au travail de plaidoyer.

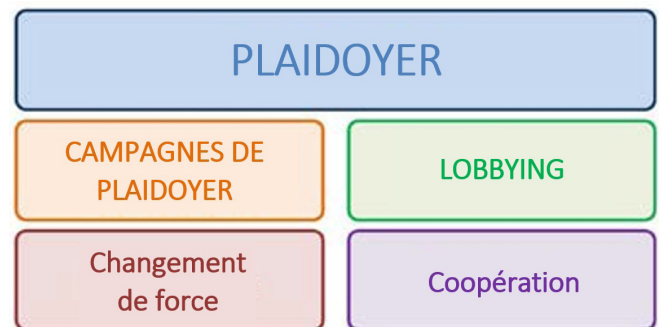


Formation ODD Pax Christi International
Consultation Asie-Pacifique Manille, Décembre 2017.

du plaidoyer et de son importance

Le sens du plaidoyer

Nous concevons le plaidoyer comme la somme des efforts visant à influencer l'opinion publique et les décideurs en vue de rendre une société plus juste et pacifique. Il permettra d'améliorer les conditions de nos membres, de nos partenaires et des personnes victimes de violations des droits humains, d'injustice, de violence et d'insécurité. Les décideurs peuvent être des politiciens, des législateurs ou toute autre personne ayant le pouvoir de changer les choses, dont des actionnaires, des chefs militaires et des évêques. Dans ce guide, nous distinguerons deux types de méthodes : le plaidoyer et le lobbying. Les deux visent à accroître notre influence dans le domaine de la paix et des droits humains. La principale différence entre les deux réside dans le fait que les plaidoyers s'exercent dans l'intérêt d'un tiers et non pour des intérêts personnels. Ils ont pour but de pousser les décideurs à modifier leur politique. Le lobbying ne représente qu'une partie du plaidoyer, celle qui se rapporte aux activités de plaidoyer visant à influencer une législation. Tous deux peuvent cependant être complémentaires. La différence entre les campagnes de plaidoyer et le lobbying est détaillée dans le paragraphe suivant.



Campagnes de plaidoyer

À travers les campagnes de plaidoyer, nous cherchons à influencer ou à contraindre les décideurs à modifier leur politique en mettant en évidence les problèmes dont ils sont responsables et en amplifiant nos messages, ce qui implique souvent la mobilisation de notre réseau et du grand public. Ces actions visent à avoir un impact sur la position des décideurs car leurs électeurs les tiendront pour responsables d'avoir pris des mesures politiques portant sur des problèmes qui les concernent ou qui les préoccupent le plus. Les campagnes de plaidoyer peuvent inclure des :

- *Manifestations*
- *Processions*
- *Missions de témoignages*
- *Recherches*
- *Sondages*
- *Pétitions*
- *Communiqués de presse*
- *Entretiens avec les médias*
- *Articles d'opinion*
- *Campagnes sur les réseaux sociaux*
- *Procès*
- *Boycott de produits*

Notre participation avec des partenaires à une procession aux flambeaux à Oslo suite à la cérémonie de remise du prix Nobel de la paix à l'ICAN, Décembre 2017.



Lobbying

Le lobbying est une forme spécifique de plaidoyer où, au lieu d'exiger des changements de la part des décideurs, nous collaborons avec eux en partageant des propositions de manière informelle. Pour cela, il est important d'avoir de bonnes relations basées sur la confiance et la coopération. L'objectif est de créer des situations mutuellement bénéfiques dans lesquelles nous pouvons aider les décideurs dans leur travail, tout en améliorant la situation des personnes pour qui nous travaillons. Quelques exemples de lobbying :

- *Lettres personnelles*
- *E-mails*
- *Réunions officielles*
- *Appels téléphoniques*
- *Café, déjeuners, dîners, rencontres*
- *Discussions lors de réceptions*
- *Messages privés sur des réseaux sociaux*
- *Visites de travail avec des décideurs*
- *Echanges de documents*
- *Partage de propositions*
- *Événements conjoints*
- *Projets communs*

Le monde a besoin de plus de lobbyistes pour la paix!



Mary Yelenick,
représentante principale de
Pax Christi International aux
Nations Unies à New York, remettant
une lettre à la mission américaine.

Dans des villes comme Washington, Bruxelles, Genève et les capitales du monde entier, de nombreux lobbyistes d'entreprise défendent les intérêts des entreprises et des gouvernements étrangers dans des domaines tels que le commerce, la défense et les affaires politiques.

Saviez-vous que le lobbying d'entreprise représente une industrie d'un milliard d'euros à Bruxelles avec environ 25 000 lobbyistes d'entreprise? Les ONG sont largement inférieures en nombre et en ressources, il est donc important de contrebalancer cette situation en incarnant "l'autre voix" qui milite en faveur de la paix équitable, des droits humains et du développement durable afin de l'emporter sur les priorités politiques et les intérêts économiques.

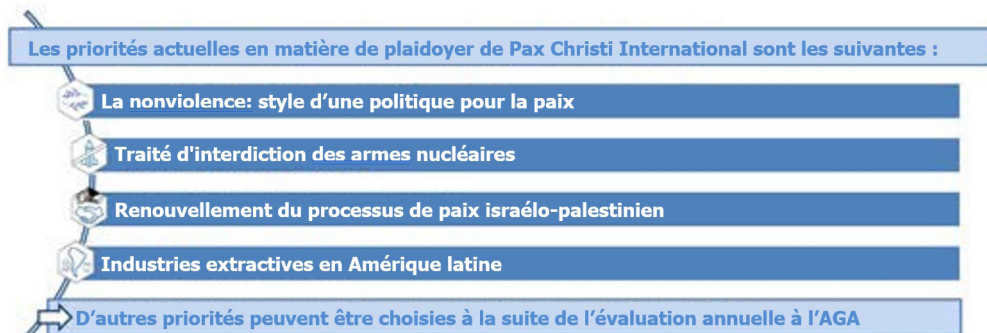
Le travail de plaidoyer mené par notre mouvement pour la paix

De nombreuses organisations membres et partenaires de Pax Christi International mènent des actions de plaidoyer, tandis qu'un travail conjoint a également lieu dans les pays et entre les pays et les régions. De plus, le Secrétariat International privilégie le travail commun suivant des priorités définies. Les stratégies et les actions aux niveaux national et international sont coordonnées par des groupes de travail composés de nos membres et de personnes appartenant à notre réseau.

Dans le cadre de son travail de plaidoyer, Pax Christi International peut compter sur l'aide de représentants bénévoles basés au sein de plusieurs organisations internationales. Par leur intermédiaire, notre mouvement est actuellement actif auprès des Nations Unies (ONU) à New-York, Genève, Vienne et Paris (UNESCO) grâce au statut consultatif qui nous a été octroyé en 1979. Il en est de même auprès

du gouvernement des États-Unis à Washington DC en coordination avec nos membres américains ; auprès du Conseil de l'Europe (CE) à Strasbourg ; et des institutions de l'Union européenne (UE) à Bruxelles.

Le Secrétariat International encourage également l'acquisition de techniques de plaidoyer, les échanges, et l'élaboration de stratégies lors de ses consultations régionales. Au cours des consultations, les défis de paix équitable et de droits humains auxquels sont confrontés nos membres et nos partenaires sont abordés. Il en va de même pour les stratégies de plaidoyer qui pourraient être développées en vue d'y répondre. Après des consultations en Afrique (2016), dans la région Asie-Pacifique (2017) et en Amérique latine (2018), la prochaine consultation aura lieu en Europe de l'Est (2019).



L'importance de notre travail de plaidoyer

Dans le monde entier, Pax Christi International, ses membres et ses partenaires ont été impliqués dans des campagnes de plaidoyer et de lobbying qui ont conduit à d'importants changements de politique visant la promotion des droits humains et de la paix équitable. Certains exemples sont illustrés dans le chapitre suivant. Dans le contexte mondial actuel, il est important que nous continuions à mener un travail de plaidoyer et même que nous l'étendions dans la mesure de nos possibilités car notre mouvement pour la paix apporte une véritable valeur ajoutée dans le domaine du plaidoyer, à savoir :

- Partager des points de vue catholique sur les affaires internationales concernant les droits humains et la paix équitable.
- Faire entendre la voix de nos membres et de nos partenaires dans le débat public et politique, tout en les incluant dans notre lutte pour le changement.
- Responsabiliser les décideurs dans leurs choix et les inciter à prendre des décisions politiques qui font avancer les droits humains et la paix équitable.
- Contribuer à la promotion de solutions pacifiques en réponse aux conflits brutaux et à la violence, sur base de l'expérience de nos membres et de nos partenaires ainsi que de l'enseignement social catholique.

Exemples d'activités de plaidoyer menées par notre réseau pour la paix

Dans ce chapitre, nous partageons des exemples d'actions de revendication menées par notre mouvement pour la paix et par nos partenaires du monde entier qui ont non seulement entraîné des changements politiques cruciaux, mais ont aussi permis d'informer, responsabiliser et mobiliser efficacement la population et les médias. Ces exemples montrent les résultats du plaidoyer

obtenus grâce à des années de travail d'équipes dévouées composées de membres de la société civile oeuvrant ensemble et représentant des groupes clés, dont des groupes confessionnels. En outre, cela témoigne qu'un travail de mobilisation efficace implique souvent la combinaison de campagnes de plaidoyer et de lobbying.



Des membres et des partenaires d'Amérique latine s'expriment lors d'une conférence de presse à l'issue d'une consultation sur la résistance non-violente des communautés face à l'industrie extractive
Mai 2018, Mexique.



Pax Christi International fait du lobbying auprès d'autorités religieuses au Vatican au sujet de la nonviolence

[Pax Christi International](#) avait initialement proposé au Vatican que le Pape François écrive un message sur la nonviolence lors de la Journée mondiale de la paix en 2013. Plusieurs années plus tard, suite à des contacts réguliers avec le cardinal Peter Turkson et d'autres responsables de l'Église, Pax Christi International a organisé la conférence (coparrainée par le Vatican) sur la nonviolence et la paix juste qui s'est déroulée en avril 2016. Quarante-cinq personnes issues du monde entier étaient réunies pour débattre de la nécessité d'appeler l'Église à s'engager à nouveau à placer la nonviolence évangélique au centre de ses préoccupations. [L'appel](#) à l'Église catholique écrit lors de la conférence de 2016 et promu par [l'Initiative catholique pour la nonviolence](#) - notre projet fondé à la suite de la conférence - a reçu une attention médiatique significative. En 2017, le thème du message du Pape François à l'occasion de [la Journée mondiale de la paix](#) était intitulé "La nonviolence : un style de politique pour la paix". Une deuxième conférence a eu lieu au début de l'année 2019. Elle a porté sur le travail de cinq tables rondes qui se sont réunies durant plus d'un an. Ainsi, le Vatican a pu bénéficier d'une documentation approfondie explorant les différents aspects de la nonviolence. Des contacts réguliers ont été poursuivis avec le Vatican pour envisager la possibilité d'un enseignement social majeur sur la nonviolence - éventuellement une encyclique.

Les représentants de Pax Christi International font pression à l'ONU pour le Traité d'interdiction des armes nucléaires

Les représentants de Pax Christi International à New York et à Genève ont activement défendu [le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires](#) (TIAN) à l'ONU, en étroite collaboration avec les membres et les partenaires de la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN). Leurs efforts conjoints ont conduit à l'adoption du traité en juillet 2017 et à la reconnaissance du travail de l'ICAN par le biais du prix Nobel de la paix 2017. Durant la période qui a précédé son adoption, les représentants de Pax Christi ont travaillé sur des propositions de texte qui ont alimenté les travaux de l'ICAN et qui ont permis des changements concrets. Des représentants ont également fait du lobbying auprès d'un certain nombre de représentants de gouvernements à l'ONU pour les inciter à approuver le traité. Ils ont participé à l'organisation d'un événement parallèle à l'ONU (New York) pendant les négociations du traité, à des services œcuméniques chaque jour des négociations et à la projection publique à l'ONU (New York) d'un documentaire mettant en avant le travail d'activistes catholiques prônant le désarmement. Plus récemment, l'équipe de Pax Christi a envoyé des lettres aux missions de l'ONU demandant la signature et la ratification du TIAN. Grâce à son travail continu et visible au sein de l'ONU et grâce à sa participation active dans plusieurs groupes de travail d'organisations non gouvernementales (ONG), l'équipe de Pax Christi auprès des Nations Unies a noué des liens étroits avec d'autres organisations et d'autres missions de pays.



DHUMA soutient la communauté Aymara de Puno dans ses actions non-violentes

Au Pérou, près de la moitié de la population appartient à un groupe autochtone. Les Aymara de la région de Puno ont vu l'eau de la rivière Condoraque contaminée par une mine de tungstène ouverte près de leur communauté dans les années 1970. La contamination a affecté non seulement leur environnement, mais également leur santé et celle de leurs animaux. Aucune consultation n'avait été menée auprès d'eux avant le début des activités minières. Lorsque la compagnie minière est partie dans les années 90, elle n'a pas réparé les dommages causés. Une autre société minière a ensuite commencé ses activités dans la région, sous réserve de réparer les dommages environnementaux causés par la première. Rien n'a pas été fait. L'association Droits Humains et Environnement ([DHUMA](#)) - membre de Pax Christi Pérou et [soutenu](#) par le Maryknoll Office for Global Concerns, une organisation membre américaine - collabore avec la communauté à la surveillance de l'eau et à la défense d'une action en justice. L'association DHUMA a animé de nombreuses sessions de formation pour informer les communautés sur leurs droits et a également mis sur pied un groupe consultatif. Elle s'est investie pour renforcer leurs capacités à entreprendre des actions non-violentes et à faire valoir leurs droits. Après des années d'actions de plaidoyer, la société minière a finalement lancé un plan pour restaurer la santé de la rivière Condoraque. Cet assainissement est toujours en cours et sa pleine conformité est maintenant surveillée par la communauté Aymara et DHUMA.



Pax Christi Toronto se joint à la campagne en faveur d'un médiateur canadien pour le secteur de l'extraction

[Pax Christi Toronto](#) s'est associé à [Développement & Paix](#) qui milite depuis plus de dix ans pour la nomination d'un médiateur chargé de traiter les plaintes des communautés affectées par les industries extractives canadiennes à l'étranger. Ils ont été informés de la situation des industries extractives en Amérique latine, notamment par des témoins. Pax Christi Toronto a travaillé avec « Développement et Paix » et KAIROS afin de transmettre le message à leurs paroisses et à leurs communautés religieuses. Ils se sont également joints à des rassemblements publics et, en collaboration avec Pax Christi Montréal et Pax Christi International, ont écrit à des membres du Parlement et au Premier Ministre Justin Trudeau. Le soutien des dirigeants latino-américains et canadiens de l'Église - y compris une [lettre](#) issue de la Conférence des évêques catholiques du Canada au Premier Ministre Trudeau - et l'attention des médias tels que le [Catholic Register](#) se sont révélés déterminants. Ce travail continu de nombreuses organisations pour la paix et la justice ont amené le gouvernement canadien à créer un poste de médiateur en janvier 2018. Il s'agit du premier pays au monde à le faire! Pax Christi Toronto, Pax Christi Montréal et Pax Christi International ont envoyé au gouvernement canadien une lettre d'appréciation demandant à ce que le bureau du médiateur soit indépendant, dispose du pouvoir d'enquête et du budget nécessaire pour être efficace dans ses activités. Le gouvernement canadien a envoyé une réponse expliquant les premières étapes de la mise en place du bureau de ce médiateur



Pax Christi Flandre se joint aux campagnes et mène des actions de lobbying contre la banque KBC pour qu'elle modifie sa politique en matière d'armes nucléaires

Dans le cadre de la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires ([ICAN](#)), lauréate du prix Nobel de la paix, et depuis 2015, [Pax Christi Flandre](#) a mené des campagnes de plaidoyer pour exercer une pression continue sur la banque belge KBC en ce qui concerne sa politique et ses investissements dans le domaine des armes nucléaires. C'est ce que Pax Christi Flandre a notamment fait dans le contexte de son rapport annuel intitulé "[Don't Bank on the Bomb](#)" et par le biais d'une coalition d'organisations belges de défense de la paix contre les armes nucléaires. La coalition a rencontré le personnel de la KBC de façon régulière, s'est impliquée dans le travail médiatique par le biais d'éditoriaux et de communiqués de presse, et a manifesté au siège de la KBC à Bruxelles. Après avoir subi une pression significative pour qu'elle modifie sa politique, la banque KBC a [annoncé](#), le 8 juin 2018, qu'elle n'investirait plus dans les armes nucléaires. Les entreprises impliquées dans la production ou le développement d'armes nucléaires seront donc exclues de toutes les activités du groupe KBC. Dans un communiqué de presse, la banque s'est explicitement référée au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires approuvé le 7 juin 2017 par 122 États membres de l'ONU pour fonder sa décision d'exclure les producteurs d'armes nucléaires. Plusieurs grandes banques et fonds de pensions ont également changé leur politique en la matière. Dans les mois à venir, Pax Christi Flandre, en partenariat avec la coalition belge, publiera un rapport. Des actions supplémentaires sont prévues pour les banques telles que BNP Paribas et ING.



Pax Christi Allemagne fait campagne et fait pression sur une entreprise pour qu'elle cesse ses activités dans les TPO

Depuis 2013, [Pax Christi Allemagne](#) milite activement et fait du lobbying auprès de l'une des 30 sociétés cotées à la bourse allemande qui gère une grande usine exploitant les ressources naturelles palestiniennes dans les territoires palestiniens occupés illégalement (TPO) et deux usines de production dans les colonies israéliennes illégales en Cisjordanie. Comme le travail de lobbying et de plaidoyer est en cours, le nom de cette entreprise ne sera pas divulgué. Chaque année, nos membres assistent à l'assemblée des actionnaires, s'adressent à ceux-ci, publient des communiqués de presse et distribuent des tracts par l'intermédiaire d'un rassemblement de membres de Pax Christi Allemagne et d'ONG locales. Pax Christi Allemagne est en contact avec la direction de cette société grâce aux informations collectées auprès d'ONG israéliennes et norvégiennes. Depuis des années, cette société a toujours revendiqué la conformité de ses activités avec le droit national et international, ce qui n'est en fait pas le cas. Il y a quelques mois, la direction de l'entreprise a décidé de se retirer des colonies. La stratégie de Pax Christi Allemagne consiste à rappeler constamment à cette société, à ses actionnaires et au public que ses activités portent non seulement atteinte au droit international, mais aussi à sa réputation. Le succès de leur campagne est dû à leur persévérance et à leur manière de coopérer avec des ONG allemandes et étrangères. Certains grands fonds de pension présents en Scandinavie et aux Pays-Bas ont notamment exclu cette entreprise de leurs fonds.



Pax Christi Philippines fait pression sur le gouvernement pour institutionnaliser l'éducation à la paix

Il y a près de 30 ans, le Réseau pour l'éducation à la paix (Peace Education Network - PEN) - un réseau de la société civile philippine auquel participe [Pax Christi Philippines](#) - a proposé au Secrétaire du Département de l'éducation d'enjoindre les enseignants à développer des ressources humaines et matérielles dédiées à l'éducation à la paix et d'y recourir plus systématiquement. L'absence de réponse n'a pas empêché le PEN de poursuivre ce but. En 2006, le PEN a collaboré avec l'un de ses membres, le bureau du Conseiller présidentiel, au processus de paix (OPAPP) afin d'établir l'éducation à la paix dans le pays. Le décret présidentiel n°570 sur l'institutionnalisation de « L'éducation à la paix dans l'enseignement élémentaire et dans la formation des enseignants » a été adopté en 2006, suivi de règles d'exécution en 2008. Quand la possibilité d'adopter la loi fondamentale de Bangsamoro (Bangsamoro Basic Law - BBL) - une loi accordant une plus grande autonomie politique aux musulmans de Mindanao - s'est profilée à l'horizon, le Centre pour l'éducation à la paix (CPE), le Conseil philippin pour la paix et l'éducation globale (Philippine Council for Peace and Global Education - PCPGE) et des jeunes du Collège Pax Christi Miriam ont réussi à faire pression sur le Congrès pour qu'il inclue l'éducation à la paix dans le projet de loi. En 2018, lorsque le nouveau Congrès a repris ses délibérations sur la loi organique de Bangsamoro (BOL), le travail de lobbying s'est poursuivi. La BOL a été adoptée par le Congrès en juillet 2018. Elle contient une disposition sur l'institutionnalisation de l'éducation à la paix à tous les niveaux.



Pax Christi Uvira réunit des dirigeants communautaires pour l'intégration des réfugiés burundais

[Pax Christi Uvira](#) a organisé des réunions avec des dirigeants locaux sur le territoire de Fizi, dans la province congolaise du Sud-Kivu, pour permettre la coexistence pacifique des réfugiés burundais avec leur communauté d'accueil. Les réunions ont réuni à la fois les dirigeants de la communauté et des représentants du groupe de réfugiés burundais. Leur but : trouver la meilleure manière d'intégrer les deux groupes pour créer une société pacifique. En consultation avec les dirigeants locaux, la communauté hôte a accepté de partager des terres arables avec des réfugiés burundais. Les enfants de réfugiés burundais étudient maintenant dans les mêmes écoles que celles de la communauté d'accueil et bénéficient d'une aide humanitaire et d'une protection de la part de Pax Christi Uvira et d'autres parties prenantes telles que les Nations Unies. Les deux communautés partagent d'autres espaces, tels que les marchés où ils achètent des provisions. En outre, elles participent au groupe sur la résilience communautaire et à ceux relatifs à la paix organisés par Pax Christi Uvira. Par le biais de réunions avec leurs dirigeants et d'activités communes, le travail de lobbying pour la résilience communautaire s'est révélé être un franc succès. Il a été très utile que Pax Christi Uvira soit fortement ancré dans les deux communautés et bénéficie d'une grande confiance et d'un profond respect.



Africa Reconciled fait pression sur un leader influent de la radio communautaire dans le Sud-Kivu

[Africa Reconciled](#), le membre le plus récent de Pax Christi International, collabore avec plusieurs groupes au Kivu, dans l'est du Congo. Depuis le début de l'année 2017, il a plaidé pour l'installation d'une radio communautaire sur le territoire d'Irambi Katana de Kabare (Sud-Kivu). Il était, en effet, urgent de doter la population de moyens de communication. Les communautés locales à Katana ne pouvaient accéder rapidement aux informations nécessaires au développement de la communauté. La population locale en a informé Afrique Reconciled. Les dirigeants politiques, aussi bien locaux que nationaux, sont restés insensibles à cette requête pendant longtemps. Afin de bien comprendre l'étendue des besoins, African Reconciled a donc organisé des groupes de discussion avec les intéressés (population locale et personnes clés de la communauté) pour identifier les personnes influentes pouvant contribuer à trouver une solution. Suite aux efforts de lobbying, un politicien d'origine Katana a décidé de créer une radio pour la communauté. Cela apporte de l'espoir à la population victime du conflit armé et qui, en tant que telle, est toujours dans la souffrance. Son travail a été couronné de succès grâce à ses messages de plaidoyer relatifs à l'importance de l'information et à sa capacité à convaincre les personnes influentes.



SIPAZ accompagne les peuples autochtones du sud du Mexique dans la défense de leurs droits

Chiapas, au sud du Mexique, abrite la plus grande diversité de peuples autochtones présents sur le territoire mexicain. Dans cet état, la lutte pour le droit à l'autodétermination et à l'autonomie est une lutte historique. C'était l'une des revendications centrales des Zapatistes lors des accords de San Andrés dans les années quatre-vingt-dix. Depuis 1995, le [SIPAZ](#) (Service international pour la paix), organisation partenaire de Pax Christi International, accompagne les peuples autochtones dans leur lutte pour l'autodétermination et l'autonomie. Cet accompagnement comprend des actions pacifiques organisées par la population et les organisations autochtones, couplées à des actions de plaidoyer. Grâce à cela, l'Institut de participation électorale et citoyenne du Chiapas a récemment reconnu la municipalité d'Oxchuc comme essentiellement autochtone. Les élections se dérouleront donc selon ses propres règles et non sur base de celles des partis politiques. Les habitants de la municipalité seront également consultés sur le mode de déroulement des élections en tenant compte de leurs coutumes. Le SIPAZ a renforcé les capacités des communautés autochtones en matière de mobilisation, de lobbying et d'actions en justice tant au niveau étatique que fédéral. Grâce au soutien de milliers de personnes autochtones appartenant au Mouvement pour la défense de la vie et du territoire ([Modevite](#)), leurs actions ont été couronnées de succès.

Penser "stratégie" pour rendre un plaidoyer efficace

Rendre votre plaidoyer stratégique

Après avoir découvert des exemples de plaidoyer inspirants de notre mouvement pour la paix et de nos partenaires, nous passons maintenant au travail d'influence sur les politiques menées par une organisation ou un groupe. Cette partie du guide mettra l'accent sur l'importance stratégique du plaidoyer. L'utilisation des opportunités au fur et à mesure qu'elles se présentent est envisageable mais de meilleurs résultats seront obtenus en sélectionnant avec soin le travail de plaidoyer sur lequel concentrer les ressources, les stratégies en vue d'apporter des changements concrets ainsi que le plan d'action pour y parvenir.

Ce sont les décideurs qui ont le pouvoir d'apporter des changements. L'impact du plaidoyer sur les politiques n'est pas entre les mains de tout un chacun - l'influence dépend de l'espace de débat politique et public. Penser et agir stratégiquement peut vraiment aider. Le travail de plaidoyer stratégique signifie également qu'il faut suivre et évaluer, de façon régulière, les résultats des efforts d'influence sur les politiques. Si cela s'avère nécessaire, il faut adapter les stratégies afin d'avoir un impact plus important.



Cinq avantages à rendre votre plaidoyer plus stratégique!

- 1. Des résultats plus concrets en choisissant judicieusement le centre d'intérêt**
- 2. Moins de confusion, plus de structure**
- 3. Plus de clarté pour les membres et les partenaires**
- 4. Plus d'aisance à communiquer sur les résultats du plaidoyer**
- 5. Soutien accru du réseau et des bailleurs de fonds**

Etre stratégique tout en étant flexible

Rendre le plaidoyer stratégique ne signifie pas être capable de tout planifier à l'avance. Les activités de plaidoyer se déroulent dans un environnement politique en constante évolution, il est donc important de surveiller en permanence l'évolution de la situation et d'apprécier son influence, tout en procédant aux ajustements utiles. Les exemples de développement à suivre incluent : les sujets d'actualité qui font un bond dans les médias,

les changements de politique, les nouvelles opportunités de coopération et les menaces soudaines à la sécurité qui vont à l'encontre du travail. Être flexible signifie également laisser une marge de manœuvre pour un plaidoyer ad hoc en cas de problèmes inattendus auxquels il faut obligatoirement réagir notamment quand ils concernent les membres et les partenaires ou qu'ils sont liés au financement ou au programme.



Formation en stratégie de plaidoyer, Consultation de Pax Christi International Afrique, Johannesburg, Décembre 2016.

Huit étapes pour construire un plan de plaidoyer

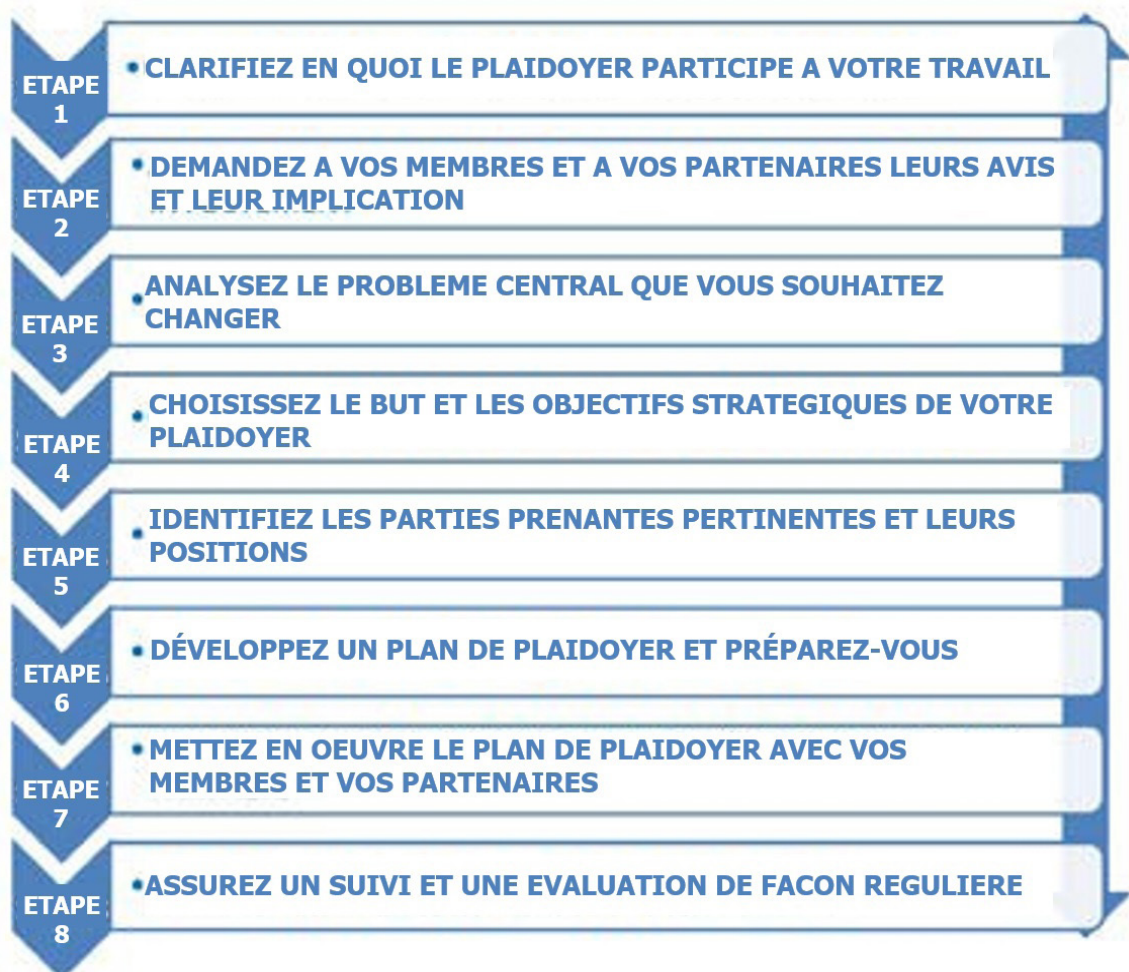
Concrètement, comment établir une stratégie dans le travail de plaidoyer et quelles étapes entreprendre ? L'approche en huit étapes expliquée dans ce chapitre aide à élaborer un plan de plaidoyer efficace. Il convient de noter que pour chaque stratégie, les huit étapes sont nécessaires.

Etape 1 : Clarifiez en quoi le plaidoyer participe à votre travail

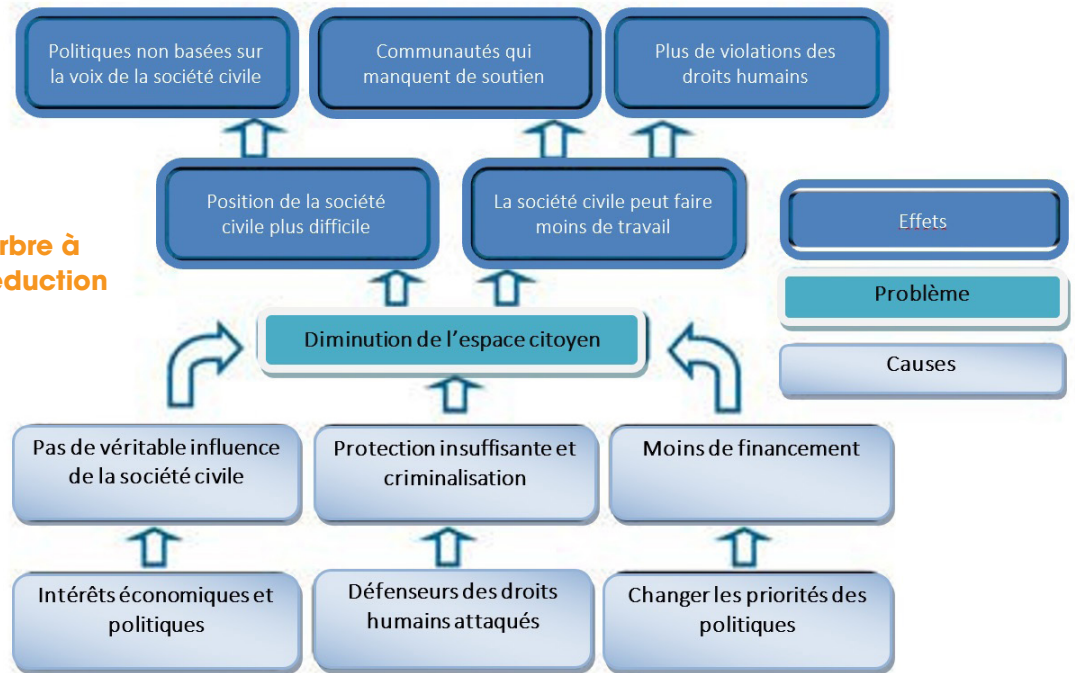
La première étape consiste à définir, au sein de l'organisation ou du groupe, la raison pour laquelle le travail de plaidoyer est pertinent et en quoi il fait progresser une mission, une vision et des objectifs spécifiques. Cela permet d'obtenir le soutien nécessaire et la participation de chacune des personnes concernées à la phase de mise en œuvre. Les discussions doivent avoir lieu avec les gens impliqués dans la prise de décision et la mise en œuvre, tels que les membres du bureau, le Secrétaire général, le personnel et les bénévoles travaillant sur la communication, le plaidoyer,

la recherche, les publications, l'organisation d'événements et la collecte de fonds.

Les informations ainsi obtenues, permettent de poursuivre le travail de stratégie et de prise de décision au cours des étapes suivantes. Cet exercice en équipe donne une meilleure vision de la progression de la mission et des objectifs, non seulement à ses membres et à son réseau mais aussi aux bailleurs de fonds. De cette façon, le plaidoyer gagnera des soutiens non seulement internes mais aussi externes.



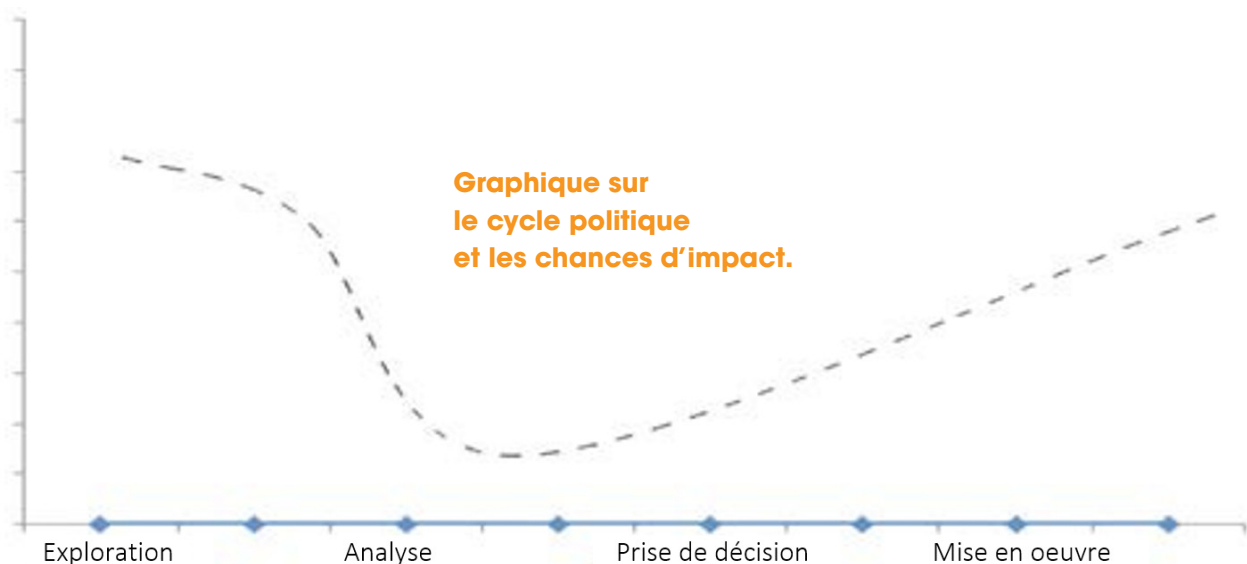
Exemple d'exercice d'arbre à problèmes relatif à la réduction de l'espace citoyen.



Etape 4 : Choisissez le but et les objectifs stratégiques de votre plaidoyer

Il faut ensuite choisir le but et les objectifs stratégiques de plaidoyer pour apporter des changements relatifs au problème analysé. Quelles solutions politiques peuvent résoudre les causes et les effets présentés dans l'arbre à problèmes (par exemple, si les défenseurs des droits humains ne sont pas suffisamment protégés, une solution pourrait consister à former ceux qui peuvent les aider) ? Sur base de cette analyse, une stratégie doit être formulée. Elle doit indiquer les modifications à apporter en termes d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation des politiques, tout en tenant compte des questions suivantes :

- Est-ce un objectif auquel nos membres aimeraient que nous contribuions ?
- À quelle phase se trouve le processus politique et que pouvons-nous demander (voir le graphique) ?
- Sommes-nous en capacité, en termes d'expertise et de moyens, de produire des messages ?
- Pourrions-nous avoir une bonne coopération des membres et partenaires ?



CONSEIL

Le sujets éventuels incluent les questions suivantes : quels ont été les résultats de notre travail de plaidoyer ? Que pouvons-nous apprendre ? Comment notre travail est-il perçu par nos membres, journalistes, décideurs, autres ONG, bailleurs de fonds et le public ? Quelle est notre valeur ajoutée dans le domaine du plaidoyer et sur quels problèmes ? Y a-t-il des développements ou des tendances que nous devrions considérer pour nos travaux futurs ?

Vient ensuite le choix du but et des objectifs de plaidoyer à court et à moyen termes qui détermineront la stratégie du plaidoyer. Leur formulation doit être aussi « SMART » que possible : spécifiques, mesurables, acceptables, réalistes et

temporellement définis. Les étapes clés de plaidoyer seront plus claires, plus faciles à partager et à valoriser avec les interlocuteurs (membres, réseau et bailleurs de fonds).

Exemple de but stratégique et d'objectifs en matière de plaidoyer

But stratégique :

À l'issue du prochain cycle budgétaire en janvier 2019, le Ministre de la justice péruvien a accepté de lancer un programme de formation de 200 juges et avocats pour une meilleure protection des droits des défenseurs des droits humains.

Objectif :

D'ici septembre 2018, les médias nationaux intégreront à leur ordre du jour la situation des défenseurs des droits humains et la proposition relative à un programme de formation.

Objectif :

D'ici octobre 2018, le ministère lancera une consultation avec Pax Christi Pérou et d'autres membres de la société civile sur la proposition d'un programme de formation.



Formation en stratégie de plaidoyer, Consultation de Pax Christi International Afrique, Johannesburg, Décembre 2016.

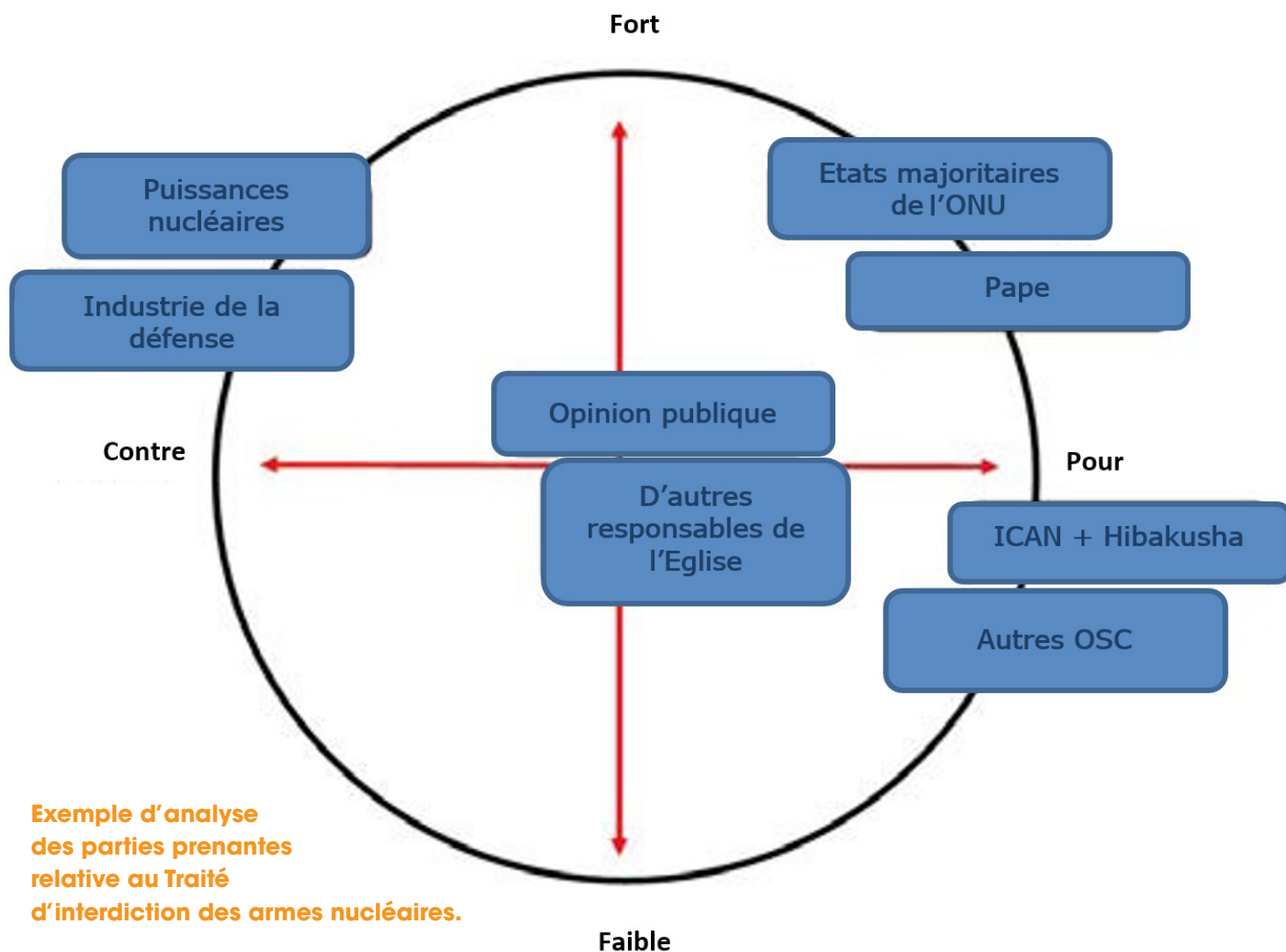
Etape 5 : Identifiez les parties prenantes pertinentes et leurs positions

Autre étape, celle qui consiste à identifier les parties prenantes éventuelles. Celles-ci peuvent comprendre le public, des politiciens, des législateurs, des PDG et des responsables de l'Église, ainsi que d'autres organisations de la société civile.

L'exercice « Analyse des parties prenantes » sera utile pour obtenir un aperçu des parties prenantes concernées par votre but et vos objectifs stratégiques, et pour connaître leurs positions et leur influence. Sur base des résultats de cette analyse, sera dressée une liste des gens

clés qui constituent les cibles principales du travail de plaidoyer, des personnes pouvant éventuellement influencer les cibles principales, des alliés et des contradicteurs potentiels.

Afin d'atteindre des personnes, il est important de prendre en compte leurs mandats et leurs positions, leurs intérêts et leurs stratégies, leurs forces et leurs faiblesses, les liens entretenus et les meilleurs moyens de communiquer avec eux.



Etape 6 : Développez un plan de plaidoyer et préparez-vous

Après avoir parcouru les étapes précédentes visant à analyser le travail de plaidoyer, la prochaine étape de la stratégie consiste à utiliser les résultats pour élaborer un plan de plaidoyer permettant à l'organisation ou au groupe de passer à l'action. Grâce à celui-ci, membres et partenaires travailleront de concert en vue d'atteindre le but et les objectifs stratégiques de manière planifiée et par le biais d'activités concrètes. Ce plan aidera également

à la recherche des ressources pour ces activités. Il est important de faire participer les personnes qui doivent approuver et mettre en œuvre ce plan de plaidoyer, de sorte qu'il bénéficie d'un large soutien. Cela permettra également à chacun de participer à la phase de mise en œuvre du plan de plaidoyer et à assumer ses tâches pour sa réalisation. Les organisations et les groupes élaborent des documents de plan de plaidoyer de diverses

manières et selon différents modèles. Il ne faut donc pas hésiter à définir une version qui fonctionnera au mieux dans un contexte précis. Ce qui est important est que le document soit clair pour les personnes avec lesquelles on travaille et pour les bailleurs de fonds. Le plan doit être régulièrement revu afin d'intégrer les ajustements nécessaires. Il faut penser à incorporer les informations suivantes dans le plan de plaidoyer :

- *En quoi le plaidoyer contribue-t-il à la mission et à la vision ?*
- *Sur quelle problématique concentrer le problème et l'analyser ?*
- *Contexte politique incluant les processus et les moments clés*
- *But et objectifs stratégiques du plaidoyer*

- *Les parties prenantes et la tactique en vue de les aborder*
- *Documents politiques, matériel et recherches pertinents*
- *Calendrier des activités (quoi, quand, qui)*
- *Organisation, budget et ressources internes*
- *Comment effectuer le suivi et l'évaluation ?*



Etape 7 : Mettez en oeuvre le plan de plaidoyer avec vos membres et vos partenaires

Au cours de cette phase, l'organisation ou le groupe progressera vers les résultats souhaités en mettant en œuvre le plan de plaidoyer avec ses membres et ses partenaires. Ce sera une expérience passionnante et enrichissante pour tous ceux qui y participent. Ensemble, ils rendront l'organisation ou le groupe plus visible dans les espaces politiques et les débats publics. Ils pourront établir de nouvelles relations et transmettre leurs messages au public et aux décideurs !

Une bonne coordination est essentielle pour la mise en œuvre d'un plan de plaidoyer. Il est donc bon de pouvoir compter sur une personne qui garde une vue d'ensemble de la mise en œuvre du plan de plaidoyer et qui incite chacun à donner son avis et à respecter les délais. Cette personne peut également s'assurer que les positions de chacun soient bien alignées avec celles de l'organisation ou du groupe. Si les membres et les partenaires envoient des messages contradictoires, la crédibilité et la fiabilité de l'organisation ou du groupe seront compromises. En ce qui concerne la coordination, il est important d'organiser des réunions régulières pour discuter de la mise en œuvre avec toutes les personnes concernées afin d'examiner les résultats, les développements, les ajustements des stratégies, et les progrès.

CONSEIL

Il est recommandé de procéder à une évaluation de la préparation du plaidoyer avec l'organisation ou le groupe pour avoir une idée des capacités disponibles et des moyens supplémentaires nécessaires à la réalisation du nouveau plan. Certaines questions se posent : quelles sont les forces de l'organisation ou du groupe à mobiliser et les faiblesses à améliorer (ex. expertise, légitimité, finances, bureaucratie, personnel, etc.) ? Quelle expérience de plaidoyer manque-t-il en ce qui concerne les activités prévues et en quoi le coaching et la formation peuvent-ils aider ? Les procédures internes pour obtenir des réponses rapides sont-elles claires ?

Etape 8 : Assurez un suivi et une évaluation régulière

Lors de la mise en œuvre du plan de plaidoyer avec ses membres et ses partenaires, il est important de surveiller et d'évaluer régulièrement son travail. Grâce au suivi, l'on peut collecter des informations sur les résultats spécifiques relatifs à ses efforts de plaidoyer et sur les éléments à prendre en compte pour des travaux futurs.

Sur base des résultats obtenus, l'impact du travail de plaidoyer doit être évalué. Il faut également déterminer s'il y a lieu de procéder à des changements ou à des ajustements.

Le suivi et l'évaluation peuvent aider le travail de plaidoyer de plusieurs manières :

- Evaluer l'avancement du plan de plaidoyer, les leçons qui en découlent, les ajustements qui pourraient être faits et les progrès à célébrer ;
- Améliorer sa position vis-à-vis des décideurs et du public en acquérant de l'expérience pour les futurs travaux de plaidoyer ;
- Créer une approche plus ciblée dans sa manière de travailler avec ses membres et ses partenaires et les garder impliqués ;
- Rendre des comptes à ses collaborateurs, partenaires et bailleurs de fonds à travers la communication de ses résultats.

Il existe différentes façons de faire un suivi. On peut, par exemple, envisager d'utiliser un journal de bord Excel. Il suffit d'y inscrire chaque objectif de plaidoyer et, avec la participation des personnes

impliquées, la mise en œuvre de l'action, les résultats (par exemple en ce qui concerne l'autonomisation des personnes, les nouvelles relations, l'exposition sur les réseaux sociaux, les changements de politique et les contacts ultérieurs, la couverture médiatique), les développements, les leçons apprises, ainsi que le suivi à réaliser. Sur cette base, l'organisation ou le groupe peut évaluer son travail de plaidoyer une ou plusieurs fois par an et présenter les résultats au conseil d'administration/à l'assemblée générale. Il est ensuite possible d'évaluer l'impact de son travail de plaidoyer en termes de soutien et de coopération de la part de ses membres et de ses partenaires, de connaître la position de son organisation ou de son groupe dans son réseau, de conscientiser de manière accrue les décideurs à propos de son travail et de voir leur volonté d'inclure les propositions dans leurs travaux d'élaboration des politiques et, enfin, de sensibiliser le public à la problématique.

Monitoring cycle





Délégation mexicaine de Pax Christi International, Réunions de plaidoyer de l'UE, Bruxelles, Octobre 2017.

1. Utiliser les réseaux sociaux et les bulletins d'information pour être au courant des développements pertinents.
2. Ne pas rester derrière l'ordinateur: il faut sortir et établir des contacts avec d'autres membres de la société civile, des décideurs et même des lobbyistes d'entreprise ouverts.
3. Les relations sont la clé. Il ne faut pas sous-estimer l'influence des assistants, des secrétaires et d'autres membres du personnel des décideurs. Au contraire, il faut investir dans ces moyens humains.
4. Suivre l'évolution des processus décisionnels en échangeant avec ses contacts des informations et des documents politiques encore inaccessibles au public.
5. Rejoindre des réseaux et des coalitions de plaidoyer susceptibles d'accroître l'impact de son travail de plaidoyer.

Cinq conseils et astuces pour la mise en œuvre de votre plan de plaidoyer

Comment faire une déclaration de plaidoyer ?

Etablir une bonne déclaration est capital pour son travail de plaidoyer car on y expose les positions de son organisation ou de son groupe sur les actions à mener concernant une problématique politique particulière auprès de tous les intéressés (membres, réseau, public et décideurs). Il est important que le message soit légitime en fondant sa position sur les points de vue des membres, des partenaires et des personnes concernées, et en incluant des preuves qui corroborent avec force les arguments avancés.

Questions à considérer avant de rédiger sa déclaration :

- Qui devrait être consulté pour la formulation de la déclaration (membres, partenaires, experts) ?
- Les membres et partenaires travaillant sur cette problématique politique ont-ils des positions similaires à l'organisme ou doit-on trouver un consensus ?
- Faut-il réunir des preuves (recherches, sondages) et/ou des histoires de personnes affectées par cette problématique de manière à soutenir la déclaration ?
- Quel serait le meilleur processus pour rédiger la déclaration, notamment dans la prise de décision ?
- Quel ton (coopératif, modéré, conflictuel) la déclaration devrait-elle employer afin d'avoir le plus grand impact et compte tenu du débat public et politique actuel ?

Lorsque l'on compile les informations pour rédiger la déclaration de plaidoyer, il faut garder à l'esprit qu'il faut être concis, clair et précis.

Les gens, en ce compris les décideurs, sont submergés d'informations dans leurs boîtes mail et sur leurs comptes de réseaux sociaux. Il est donc essentiel de capter rapidement leur intérêt. Par ailleurs, ils peuvent facilement trouver les informations qui leur permettront de se forger une opinion et les utiliser pour leur travail politique. Enfin, il faut savoir qu'un bon message fait appel aux émotions des gens.

Une attention particulière doit être portée aux demandes politiques. Elles doivent être formulées aussi concrètement que possible dans la déclaration de plaidoyer, en les rendant SMART (spécifiques, mesurables, acceptables, réalistes et limitées dans le temps). Le but et les objectifs du plan de plaidoyer peuvent être convertis en recommandations politiques à l'intention des décideurs politiques. Pour que ces derniers sachent clairement ce qu'ils peuvent faire, il faut être le plus concret possible. Les décideurs, s'ils sont déjà acquis à la cause, se montrent souvent ouverts et ont besoin d'aide et de suggestions pour réaliser leur travail politique.

La structure d'une déclaration de plaidoyer.

Déclaration	L'idée centrale du message
Preuve	Appuyer la déclaration avec des faits et des chiffres
Exemple	Ajouter un visage humain au message
Demandes politiques	Ce que vous souhaitez que les décideurs fassent

Exemples de documents pour promouvoir une déclaration

PCI appelle la communauté internationale à soutenir les politiques avec une approche nonviolente et le maintien de la paix. Les politiques proposant de telles options anticiperont les actes de violence, bâtiront une paix durable dans les situations de post-conflit, favoriseront la bonne gouvernance et s'attaqueront aux causes profondes de la violence directe et structurelle. Ils contribueront à construire et à renforcer la résilience des individus, des familles et des sociétés et à promouvoir une paix durable. **RÉSISTANCE/DIPLOMATIE/COOPÉRATION**



Pax Christi International Calls on the International Community to Support Policies that Promote Nonviolent Approaches to Sustaining Peace

"Policies that promote nonviolent options will transform conflict, prevent violence, build durable peace in post-conflict situations, promote good governance and address the root causes of direct and structural violence. They will help foster and strengthen resilience of individuals, families, communities and societies, and promote sustaining peace."

From "Call to the International Community to Support Policies that Promote Nonviolent Approaches to Sustaining Peace," issued by Pax Christi International, May 2018, online at www.paxchristi.net



#ThisIsNonviolence

Nonviolence

2018 WORLD WEEK FOR PEACE IN PALESTINE AND ISRAEL

16-23 SEPTEMBER 2018

"YOUTH AND CHILDREN: RAISING HOPE AND MAKING CHANGE"

"Jeunes et enfants : éveillez l'espoir et réclamez le changement."

NON au MUR.

Semaine mondiale pour la paix en Palestine et en Israël 16-23 septembre 2018.

Comment construire une campagne sur les réseaux sociaux

Certains conseils sont utiles pour rendre une campagne sur les réseaux sociaux aisément accessible et identifiable qui sensibilise et incite les gens à passer à l'action dans le cadre d'un travail de plaidoyer.

1. Communiquer sur plusieurs plate-formes de réseaux sociaux

Facebook, Twitter et Instagram sont les plate-formes les plus populaires mais d'autres ont leur propre public de niche.

Il faut explorer celles utilisées par les membres de l'organisation et demander à ceux possédant une expertise en la matière de gérer ces comptes. Ces comptes doivent être configurés sur les différentes plate-formes qui adhèrent à la marque spécifique (mêmes couleurs, logos, pseudonymes, etc.) de l'organisation de manière à créer une caisse de résonance médiatique du message vers différents publics, tout en permettant une identification facilitée de l'organisation.

2. Envisager de créer des comptes spéciaux pour les campagnes, projets ou programmes à long terme

Si on lance une campagne (ou un projet) à long terme, il est souvent préférable de la distinguer de votre organisation sur les réseaux sociaux afin que le message propre à cette campagne ne soit pas perdu parmi les autres. Le compte de campagne

doit être rattaché au compte organisationnel principal en utilisant des hashtags, des pseudonymes et d'autres identifiants. Le compte organisationnel doit également être utilisé pour faire écho aux messages du compte spécifique à la campagne.

3. Taguer les messages de manière à ce qu'ils soient facilement identifiables

Par exemple, choisissez un (ou des) hashtag(s) accrocheur(s), concis et évocateur(s). Les hashtags constituent un moyen simple pour les autres utilisateurs identifier immédiatement le contenu de la campagne. Ils servent également de passerelles vers un plus grand nombre de tweets, de messages, etc., étiquetés de la même manière et favorisant le message ou la conversation autour du message. Taguer les messages permet aux gens de suivre ce qui se passe, d'engager la conversation et de vérifier plus tard ce qu'ils ont manqué. Cela permet également d'extraire du contenu généré par l'utilisateur afin de préparer des rapports.

4. Engager ceux que l'on essaie d'atteindre ou d'influencer pour le travail de plaidoyer


Les comptes des réseaux sociaux de ceux qui ont le pouvoir de prendre des décisions relatives à la problématique concernée ou de ceux qui peuvent aider à promouvoir son message doivent être recherchés et suivis. Les taguer dans les messages





Pax Christi Int'l @PaxChristi · Apr 5



Supporting our International Catholic Peace Movement, @PAXforpeace Netherlands calls upon the  government to sign the Nuclear Weapon Ban Treaty #TPNW to say NO to the #nuclearweapons ! #endofnukes @markrutte @ministerBlok @NLatUN



en utilisant leurs pseudonymes, leurs noms de profil ou en les reliant est très utile. Re-tweeter ou de reposter leurs messages montre toute l'attention qui leur est portée, il faut donc se servir de ce procédé. Demander aux autres adeptes des réseaux sociaux de faire de même est un excellent moyen de faire pression sur les décideurs ou d'obtenir le soutien de personnes très suivies. Le message sera ainsi amplifié de manière exponentielle.

5. Être visuel et créatif car les plateformes de réseaux sociaux sont des lieux de conversation informelle

L'utilisation de nombreux éléments visuels (photos, infographies, clips vidéo) permet de susciter plus facilement l'intérêt. Une méthode efficace est d'utiliser des éléments visuels et de les légenter. En complément des images, des tags et des hashtags, ajouter des symboles est accrocheur, par exemple des flèches pour inviter les gens à suivre le lien, une caméra vidéo dans le cas d'une vidéo à regarder, des drapeaux pour identifier les pays, etc. La plateforme pilliapp est utile pour rechercher des symboles et des émoticônes.

6. « Donner » pour « obtenir ». Les réseaux sociaux sont, comme leur nom l'indique SOCIAUX

Les réseaux sociaux ne sont pas une rue à sens unique ou un simple moyen de transmettre un message aux masses. Il s'agit d'engagement et de conversation. Si l'on désire que les gens suivent l'organisation sur Twitter, il faut ensuite les suivre sur Twitter. Si l'on veut que les autres aiment ses publications sur Facebook, il faut aimer activement leurs publications. Le temps que l'on passe à lire et à se tenir au courant des activités des partenaires et des abonnés sur les réseaux sociaux permet d'obtenir leur aide durant la campagne. Il faut créer des liens avec les publications d'autres organisations en les partageant et en les reliant aux vôtres. Utiliser leurs hashtags pour les messages associés et les taguer lors de messages d'importance mutuelle est également très profitable.

Pour donner un exemple concret d'une campagne sur les réseaux sociaux que Pax Christi International a réalisée autour de la question de la nonviolence active - avec infographies, exemples de tweets et messages sur Facebook, etc. Voir notre site Web. Ci-dessus, un exemple d'infographie d'une campagne menée sur les réseaux sociaux avec plusieurs de nos membres dans le cadre du traité d'interdiction des armes nucléaires.

Comment préparer une réunion de lobbying ?

Pour préparer une réunion de lobbying entre un décideur ou un groupe de décideurs et une délégation de son organisation ou de son groupe, voici une check-list à utiliser.

Contactez le ou les décideurs

- Trouver et contacter la personne de notre réseau susceptible de dénicher les coordonnées des décideurs et de déterminer la meilleure façon de les aborder.
- S'assurer d'avoir les coordonnées de la (ou des) bonne(s) personne(s) qui a (ont) vraiment le pouvoir de prendre des décisions relatives aux demandes politiques.
- Une lettre ou un e-mail poli demandant une réunion sera envoyé(e) à ces personnes. Cette lettre ou cet e-mail abordera les problématiques qui tiennent à coeur à l'organisation et contiendra les noms de quelques personnes dont la participation pourrait susciter un intérêt
- Si une réponse n'est pas reçue dans la semaine, il est nécessaire de relancer le décideur ou son assistant/secrétaire pour organiser la réunion

Choisir sa délégation

- Choisir une délégation pour assister à la réunion de lobbying en fonction des personnes qui devraient être présentes en prenant en compte leurs postes, leurs antécédents, leur expertise et leur expérience.
- Déterminer avec qui les décideurs pourraient avoir un lien privilégié (par exemple, s'ils ont le même passé ou s'ils sont particulièrement sensibles aux problématiques à aborder).
- S'assurer que tout le monde soit d'accord sur la composition de la délégation et que ceux qui ne participent pas soient en mesure de contribuer à la réunion d'une autre manière.
- Envoyer les noms et les postes de chaque participant constituant sa délégation aux décideurs qui seront rencontrés, ce qui leur sera également utile pour leur propre préparation.

Préparer la réunion avec sa délégation

- Organiser un briefing en ligne ou en personne avec l'ensemble de sa délégation pour discuter de la stratégie à suivre lors de la réunion.

- Décider qui va dire quoi pendant la réunion (introduction, but, actions que mènent l'organisation ou le groupe, messages clés, histoires, preuves). Lire des documents pour se familiariser avec les enjeux politiques et les positions des décideurs. Déterminer la manière à utiliser pour les convaincre.
- Réaliser un mémo pour la délégation afin de revoir tous les points-clés avant la réunion (noms des personnes à rencontrer, leurs points de vue, messages clés, aspects pratiques)

Dernière préparation avant la réunion

- Les comptes des décideurs présents sur les réseaux sociaux et leurs sites web doivent être vérifiés pour se tenir informé des éventuelles mises à jour pertinentes.
- Rappel à tous les participants de la réunion de lire attentivement le document d'information, de consulter les mises à jour de dernière minute et d'être constructifs, diplomates et flexibles pendant la conversation.
- Demander aux gens d'apporter des dépliants et du matériel relatif au plaidoyer porté par leur organisation, un appareil photo pour faire des photos ou des vidéos, et des cartes de visite.
- Décider qui sera chargé de prendre des notes pendant la réunion afin de briefer les autres membres de l'organisation ou du groupe. Ne pas oublier de faire ensuite un courrier électronique de remerciement.

Se mettre d'accord sur les aspects pratiques

- Savoir où et à quelle heure se rencontrer. S'assurer d'être 15 minutes en avance, ou même plus tôt s'il est souhaitable de tenir une réunion de préparation de dernière minute autour d'un café.
- Avant la tenue de la réunion, décider s'il faut faire des photos ou des vidéos afin de communiquer avec ses membres, sans toutefois partager d'informations confidentielles.
- Discuter du code vestimentaire pour la réunion et porter des vêtements appropriés car il est important de faire preuve de professionnalisme en tant que lobbyiste.
- Indiquer à chacun de ne pas oublier sa pièce d'identité, celle-ci étant généralement demandée à l'entrée des locaux où travaillent les décideurs.



Rue du Progrès 323
1030 Bruxelles,
Belgique
paxchristi.net

Voix catholique Justice
Dialogue Paix Activistes pour le désarmement
Défenseurs des droits humains